

loi concernant l'ordre public (mesures provisoires), mais il n'y a certainement pas eu d'échange officiel avec la totalité des provinces.

* * *

LE BIEN-ÊTRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE TORONTO ET L'AUGMENTATION DES DÉPENSES D'ASSISTANCE SOCIALE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A-t-il pris rendez-vous avec le président du conseil municipal ou le maire de Toronto pour discuter la question de l'augmentation substantielle des dépenses de bien-être social et d'éventuels projets d'intérêt public qui, avec la participation fédérale, permettraient d'alléger ce problème?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne prévois assister à aucune réunion de ce genre à l'heure actuelle. Je ne suis pas sûr d'avoir été invité à y participer.

* * *

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LE RÉGIME DE RETRAITE ANTICIPÉE—L'EMPLOI DES COTISATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre du Travail. Pourrait-il dire à la Chambre si des progrès ont été accomplis en vue du remboursement des cotisations d'assurance-chômage que la Devco a prélevées des mineurs mis prématurément à la retraite?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le député aurait-il l'obligeance de poser sa question au ministre de l'Expansion économique régionale qui est comptable à la Chambre de la Devco?

M. McGrath: Il ne peut rien faire; il n'est pas au courant de cette affaire.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, le cas de la Devco devient plus embrouillé chaque jour, encore plus pour le gouvernement que pour moi-même. Si j'ai une question à poser au sujet de la Commission d'assurance-chômage, je ne puis l'adresser qu'à un seul ministre, celui qui en a la charge.

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, je crois que le député a raison s'il pose une question au sujet de la Devco, qui n'est pas la Commission d'assurance-chômage. Le régime de retraite anticipée de la Devco est une combinaison des prestations d'assurance-chômage et d'une somme supplémentaire avancée par la Société. Je suggère au député de porter cette question au ministre de l'Expansion économique régionale pour voir si la Devco prendra en considération l'augmentation des prestations d'assurance-chômage à 10 p. 100, lorsqu'elle décidera d'ajuster ou de ne pas ajuster son appoint.

[Le très hon. M. Trudeau.]

M. MacInnis: Avec la permission de Votre Honneur, je vais garder le ministre du Travail sur la sellette. Vu que la Devco a reconnu publiquement avoir usé de coercition en instituant ce régime, le ministre ferait-il son possible pour recouvrer toutes les cotisations d'assurance-chômage ainsi perçues?

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, je ne puis accepter cette prémisse.

M. MacInnis: Une autre question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je crois que le député a déjà posé deux questions supplémentaires. La présidence autorise une dernière question supplémentaire au député, et nous passerons ensuite à un autre sujet.

M. MacInnis: Peut-être un rappel au Règlement serait-il plus à propos. Le ministre a dit qu'il ne pouvait accepter ma prémisse. Je lui demande de lire les témoignages présentés au comité permanent de la justice et des questions juridiques, devant lequel la Devco a reconnu avoir usé de coercition.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LES INONDATIONS

NOUVELLE-ÉCOSSE—L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Ma question s'adresse au premier ministre. Peut-il nous dire si le gouvernement a pris une décision en réponse au gouvernement de la Nouvelle-Écosse qui a demandé des secours à la suite d'inondations et, si oui, qu'est-ce qu'on a décidé?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je devrai me renseigner. Le gouvernement n'a pris aucune décision. Je ne suis même pas sûr si nous avons reçu une demande pour de tels secours.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE DIFFÉREND ENTRE LA HUDSON BAY MINING AND SMELTING ET SES EMPLOYÉS—DEMANDE DE MÉDIATION

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Lui a-t-on demandé de nommer un médiateur, en a-t-on désigné un et y a-t-il du nouveau dans la grève qui implique la Hudson Bay Mining and Smelting et le syndicat et qui met en cause quelque 2,500 employés?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, il n'y a encore eu aucune demande formelle, de la part de la direction, des employés ou de la direction et des employés ensemble, pour un médiateur dans ce différend. J'espère que la direction et les employés se rendront compte de tous les ennuis économiques dont souffre cette petite ville à cause d'un manque de compréhension